

# LE LIBERTAIRE

## ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 220

VENDREDI 17 MARS 1950

Le numéro : 10 francs

Suppression de  
la hiérarchie

Gestion  
ouvrière

Groupes  
d'usine

## L'ARMÉE contre le pays

EN vertu de la réquisition, les travailleurs de l'Electricité de France sont assimilés à l'armée, et celle-ci, du même coup, voit s'étendre à des milliers d'hommes la puissance de sa juridiction.

D'autre part, on a vu des soldats se substituer aux employés de la voirie et collecter les ordures ; ailleurs, ils étaient conducteurs d'autobus, receveurs, demain peut-être ils seront chauffeurs de locomotive aux côtés d'autres soldats sans uniforme qu'un simple décret placera sous la férule des adjudants.

C'est ainsi que l'on essaie de tuer dans l'œuf un vaste mouvement social qui, pour être victorieux, doit s'articuler sur les centres nerveux indispensables : transports, énergie.

La manœuvre est claire et il faut dénoncer l'attitude jésuitique du Gouvernement, à qui une Constitution élastique donne le droit d'étouffer, par ces détours, des revendications élémentaires.

Mais il faut dénoncer, avec plus de vigueur encore, cette armée, mercenaire par essence, nécessairement réactionnaire, nécessairement opposée à tout renouveau social. En essayant de briser par la force les déterminants grévistes, elle veut briser en même temps les espoirs de millions d'hommes, de femmes, d'enfants qui sont l'Espoir du pays. L'armée, ainsi que la police et le Gouvernement, sont en marge des lois, des vraies lois, celles qui contraignent irrésistiblement les exploités à une action revendicative forcément perpétuelle, puisque le progrès est lui aussi perpétuel.

Mais au sein du caractère permanent des rajustements de salaires aux possibilités de la production se grave une finalité sans laquelle la société serait vouée à une impensable paralysie. Cette finalité est la grève gestionnaire c'est-à-dire l'appropriation de moyens de production (déjà défendue par de nombreux minoritaires syndicaux, F.O., C.G.T., Cartel d'Unité Syndicaliste, etc.), au bénéfice de la communauté. Lorsque la grève simple se révélera incapable d'impulser la marche des hommes, de jouer son rôle d'élément-moteur de la société, la grève gestionnaire, libérée de toutes les entraves tissées par le réformisme, éclatera.

C'est alors qu'elle trouvera l'armée sur sa route, c'est alors qu'apparaîtra en pleine lumière le rôle des gouvernants qui auront fait de découvrir dans l'arsenal de leurs lois des textes pénaux justificatifs des plus sanglantes répressions.

Il faut donc, sans relâche, combattre le rôle odieux de l'armée, il faut combattre les grèves fragmentées qui usent inutilement les combattants de l'avenir, il faut promouvoir l'union du peuple face aux gouvernants, par la généralisation des grèves à toutes les corporations, seul moyen de vouer à une définitive impuissance les obscures survivances d'un passé révolu.

**lib**

REDACTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS

1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Pour changement d'adresse, joindre  
25 francs et la dernière bande

## La lutte ouvrière doit se livrer en dehors de l'absurde régime parlementaire

DEPUIS des générations, les anarchistes proclament l'absurdité du régime parlementaire, sans toujours se faire bien comprendre. Pourtant, le spectacle que nous offre actuellement le parlementarisme devrait convaincre ceux qui conservent encore quelques illusions à ce sujet.

Chacun sait comment les choses se passent au Parlement. Des hommes bien payés, appelés députés et sénateurs, discutent, bavardent, lisent les journaux, font leur correspondance, se lancent des injures à la tête et parfois quelques coups (ça ne va d'ailleurs jamais très loin et les accidents mortels continuent à être plus nombreux dans la mine qu'à la Chambre). Tous prétendent représenter le peuple et parler dans l'intérêt de la Nation. Voici comment ils conçoivent cet intérêt. « Les revendications des travailleurs sont légitimes », disent-ils. Mais aussitôt ils ajoutent : « Oui, mais accorder ACTUELLEMENT une hausse générale des salaires serait une folie, le déclenchement du cycle infernal, etc., et ça aggraverait le sort des travailleurs ». Ou bien : « Le droit de grève est sacré ». Mais ils ajoutent : « Oui, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de grève politique, à condition que la grève ne s'exerce pas dans un secteur vital tel que Défense Nationale (sic), gaz, électricité, etc... »

Les socialistes sont particulièrement habiles dans ce jeu des justifications après coup et des tours de passe-passe. Un exemple : « Nous avons été obligés de voter les lois scélérates », disent-ils — à cause de l'obstruction des com-

munistes. Sans cette obstruction, nous aurions pu discuter, amender, et obtenir en définitive des lois moins scélérates » (sic). Puis, le lendemain, ayant oublié ce qu'ils ont dit la veille, ils s'écrient : « Grâce à notre action vigilante, le texte qui a été voté est bien plus acceptable que celui proposé par le gouvernement ». C'est ce qui s'appelle se foutre du monde. La chose devient encore plus tragique lorsqu'ils essaient de justifier les crédits militaires. « Défense de la liberté menacée par les Staliniens », disent-ils. En réalité, il faudrait être aveugle pour ne pas voir (et ce n'est pas porter atteinte au moral de l'armée que de le rappeler) que crédits militaires égale crédit pour la guerre en Indochine, crédit pour la répression à Madagascar, etc., et qu'armée française signifie main-d'œuvre corvéable à merci (marche ou crève), pour décharger les autobus et renforcer la police des que les travailleurs osent exprimer leur mécontentement. C'est pourtant clair, mais c'est à peine si on y fait attention tant on a l'habitude de ce genre de mauvaise foi. Comment s'étonner après cela que les travailleurs se jettent dans les bras du stalinisme, qui se fait le défenseur de lois plus libérales. Mais le remède n'est pas encore là. Car, scélérates ou libérales, les lois ne servent jamais les intérêts des travailleurs. Toutes les améliorations économiques, toutes les libertés ont été conquises par les hommes en lutte contre l'oppression économique et politique. Elles n'ont jamais été octroyées par la seule volonté du prince ou du gouvernement, et les lois qui les ont reconnues ne sont venues qu'après coup, pour sanctionner un certain équilibre de force et pour limiter les dégâts. Mais dès que les hommes se reposent sur les lois et relâchent leur vigilance, ces conquêtes sont escamotées. La lutte alors doit reprendre. Lutte tragique d'une majorité d'exploités contre une minorité d'exploiteurs qui tiennent les leviers de commande. Que l'on appelle ça lutte de classe ou autrement, peu importe. Ce qui est clair, c'est que dans cette lutte, politiques et parlementaires ne sont que des parasites, et qu'il faudra non seulement s'en débarrasser un jour, mais en même temps détruire les leviers de commande eux-mêmes pour éviter à de nouveaux venus la tentation de s'en emparer. Car alors, une fois de plus, tout serait à recommencer.

SAVOY.

## Aux Auberges de la Jeunesse

## Une solution de la crise ?

NOUS poursuivons cette semaine notre tour d'horizon sur des différentes positions à l'égard du projet de Fédération des Auberges de la Jeunesse, qui passionne le mouvement aïste français (1).

Après avoir reçu les déclarations de l'O.C.C.A.J. et de la L.F.A.J. nous sommes allés solliciter l'opinion des représentants de l'Union Française des Auberges de la Jeunesse.

Dans les vastes locaux du boulevard Haussmann, M. André Lecuyer, responsable de la formation des Pères Aubergistes et des questions juridiques nous accueille cordialement au nom de son organisation. Nous abordons d'emblée le problème qui nous préoccupe.

Quel est, à votre avis, le but visé par M. Morice dans son projet de F.F.A.J. ? Pensez-vous, comme il le prétend, que le seul objectif est de réaliser « l'unité aïste » ? Que pense l'U.F.A.J. ?

Ce projet de F.F.A.J. nous apparaît comme une tentative de monopolisation des A.J. au profit d'un seul mouvement : le C.L.A.J.P.A. dont nous pouvons affirmer qu'il ne représente presque rien, tant par son nombre d'adhérents et la médiocrité de ses installations, que par l'importance minime de son rayonnement sur les jeunes travailleurs qui continuent à nous accorder leur confiance.

En ce qui concerne l'unité aïste, nous en avons toujours été les défenseurs. L'U.A.J. après la libération et plus tard la fondation tendaient à réaliser cette unité. Une Fédération véritable doit réaliser l'accord des mouvements de jeunesse et des techniciens en un vaste organisme mettant les auberges à la disposition de tous les jeunes travailleurs.

L'Etat ne peut donner des fonds à un mouvement ne représentant qu'une idéologie particulière.

Le projet présenté par la C.M.A.A.J. a l'avantage de présenter un terrain d'accord entre toutes les familles spirituelles et les diverses conceptions de l'éducation.

Nous confions la gestion des auberges ouvertes, je l'ai déjà dit, à tous les jeunes travailleurs, à un organisme à caractère précis. Cette méthode de gestion réalise l'Union sur des bases techniques.

Ne pensez-vous pas que cette position vous rapprocherait d'une certaine tendance du C.L.A.J.P.A. présentée par Balossier ?

Il est possible, que pour lui, cette position découle d'une réserve mentale, d'un opportunisme de circonstance.

L'U.F.A.J. au sein du C.N.A.A.J. a participé le plus activement à l'étude de la forme de la future Fédération, sûre de l'appui de la quasi totalité des mouvements de jeunesse groupés dans l'U.P.O.J. Nous avons participé à la rédaction

(Suite page 2, col. 5.)

## Pour la grève générale il faut donner la parole au prolétariat

AVEC l'expédition, chez les polichinelles perruqués de « Great Britain », du Auril suivi de sa cour de cloportes d'ambassades, le pugilat des maquignons du Palais-Bourbon, qu'une bonne paire de calottes plus que de platoniques condamnations verbales de principe, suffirait à réfréner les velléités d'anti-chambre, amène une diversion pour le moins opportune au développement de l'affaire des généraux, reléguée à la trois, dont notre camarade Joyeux prévoyait l'étouffement progressif.

Pourtant les comptes rendus saugrenus de journalistes payés à la ligne, n'arrivent pas à couvrir la colère prolétarienne qui gronde. Car les travailleurs sentent, avec cette clairvoyance instinctive que personne ne peut leur disputer, que leur mouvement déclenché spontanément semble être voué à l'échec. L'espoir qu'ils fondaient en une généralisation de la grève, rencontre la farouche opposition des centrales syndicales dont l'unique objet est d'exploiter les mécontentements, non pour les intérêts de leurs mandants, mais pour revaloriser la monnaie de leur parti d'affiliation.

Au sein du collage contre nature du comité intersyndical de coordination s'affrontent des intérêts de chapelles où la volonté de satisfaire aux modestes revendications des syndiqués est subordonnée au triomphe de la fraction d'origine.

En dépit du bon sens populaire, la grève ne s'élargit pas.

Malgré les communications hypocritement optimistes des cellulards de banlieue, il semble que les métalurgistes commencent à ne plus digérer les palabres de sommet. On supposait que les événements inspireraient plus de décence aux adulateurs du Tsar bolcheviste. Au contraire, ils y trouvent un argument nouveau pour s'afficher plus cyniquement que jamais. Et l'on se demande si la passivité des prolos devant l'occupation de leurs usines par la police, n'a pas été préméditée en haut lieu, et ne sert en fin de compte les ronds-de-cuir du mouvement ouvrier.

Car, de ce fait, plus d'assemblées générales où chacun peut prendre la parole en vertu du droit de critique si « cher » au perroquet Monmousseau, mais des meetings « organisés » qui donnent aux bonzes patentés la possibilité de justifier de leur emploi, en ressassant les vieux cris guerriers échappés des tiroirs vermoulu des états-majors. Et c'est Alfred Costes, l'ineffable baveux bien cravaté, qui vante à un auditoire passif les mérites de la lutte chauvine de la F.S.M. C'est Albert Carn, le laissé pour compte, répudié par le Comité Central comme embourgeoisé, qui tente de se racheter en une péroraison où se retrouvent les lieux communs ébréchés de la propagande moscovite. Et c'est encore Decotigny de F.O., résolument réformiste, qui prend à témoin les travailleurs de

la Régie Renault sur la bonne foi des stratégies apocryphes de l'avenue du Maine. Aucun de ces clercs syndicaux n'aborde ou n'effleure le problème tabou de la grève générale, et il n'est certes pas dans leur intention de donner la parole aux intéressés. Nos dynamiques camarades qui animent le mouvement chez Renault ne peuvent s'exprimer devant l'ensemble des grévistes. Le refus des organisateurs de sauter les est catégorique. Pourquoi ? Parce que tous ces camarades d'origines diverses, réclament l'extension immédiate de la grève. Leurs arguments sont simples : « Si nous voulons faire aboutir nos revendications, qui sont celles de tous les travailleurs, il faut que, dans un élan véritable de solidarité, toutes les corporations se joignent à nous ». Et l'un de nos militants citait cet exemple : « Si un camarade est attaqué dans la rue, nous ne nous contentons pas de clamer qu'il a raison et de faire une quête pour couvrir les frais

par Roland DESAGIS

Exploités, méditez cet exemple ! Il n'est peut-être pas trop tard. Imposez à vos bureaux syndicaux respectifs de lancer — sans ambiguïté — le mot d'ordre de grève générale. Nous savons à l'avance que ces pédants « éclairés » vous répondront que ce mot d'ordre ne sera pas suivi. Encore faut-il essayer.

Comment voulez-vous que les travailleurs des différentes corporations prennent parti pour la grève générale et en sentent la nécessité si leurs représentants, qui sont censés être à l'avant-garde, observent à cet égard un silence des plus suspects ?

Pour la grève générale ? La parole doit être donnée au prolétariat !

## DU SYNDICAT POLITISÉ A L'ÉTAT, PATRON DE COMBAT

La bataille en ordre dispersé que livrent les travailleurs, le soutien sporadique de leurs troupes de choc, les métallos, par le gros des forces qui n'intervient que pour pallier les défaillances, prouvent que la trahison est l'aliment indispensable à l'existence des centrales syndicales.

F.O., c'est la S.F.I.O. ; la C.F.T.C., c'est le M.R.P. ; le M.R.P. et la S.F.I.O., c'est le gouvernement et une fraction importante de sa majorité.

Bien qu'elle ne puisse être démontrée par des faits tangibles, cette collusion n'en n'est pas moins réelle. En effet, pour la grande masse la finalité de l'action syndicale ne peut que se concrétiser dans le parti politique, dans des lois dites sociales. La grève apparaît donc comme un moyen de forcer les gouvernants à prendre des mesures favorables aux classes laborieuses, en l'occurrence : augmentation des salaires du secteur public, ce qui forcerait le patronat à suivre le même chemin. Par conséquent, la lutte sociale doit avoir pour prolongement nécessaire la lutte politique. Et la trahison de ce fait se transfigure au point de devenir une vertu civique.

Placés entre les impératifs politiques et la pression des travailleurs, ces centrales se trouvent dans une situation délicate. Et elles s'adonnent à un jeu d'équilibre, cherchent à satisfaire leur clientèle de la base tout en veillant à ce que celle-ci ne se laisse aller à des débordements préjudiciables à l'ordre établi. Il ne peut donc être question de grève générale illimitée, un tel mouvement risquant de les emporter, et avec elle les gouvernants, à la faveur d'un climat de révolution, effroi de tous les réformistes.

L'attitude des dirigeants de la C.G.T., c'est-à-dire du P.C.F. étant la plus claire, elle s'explique par les mêmes raisons. Cela n'a rien de paradoxal si l'on prend en considération que ce parti entend maintenir toute la structure étatique et sociale actuelle afin d'en faire son profit si demain il réussit à s'emparer des leviers de commande. De plus, une perpétuelle agitation (grèves tournantes), et dont le point culminant, mais savamment contenu en des limites « raisonnables », doit pouvoir, très probablement, coïncider avec la mise en route du P.A.M., et ainsi servir la politique du Kremlin.

Face à ce morcellement voulu d'une action qui doit être féconde si les travailleurs se décident à crever l'abcès politique contaminant le corps social en son entier, le gouvernement a encore la partie relativement belle.

Impunément, il se livre à des provocations : vote des lois scélérates, réquisition, augmentation envahissante des prix du sucre, du pain, refus d'importer à titre gratuit des pommes de terre d'U.S.A., alors que ce légume indispensable vaut quelque 20 à 30 fr. le kilo et que la soudure entre l'ancienne et la nouvelle récolte s'avère difficile. Il invite le patronat à refuser les augmentations dépassant 5 % et donne l'exemple en brisant par tous les moyens, jusque et y compris la force armée, les grèves qui surviennent.

(Suite page 4, col. 5.)

## Prolétariat intellectuel

### I.- LE PROBLÈME ÉTUDIANT

CERTAINS se sont étonnés que le « Libertaire », à l'encontre de la « grande presse », n'ait pas trouvé quelques colonnes à consacrer à cette question. La raison en est simple. Les anarchistes n'ont pas l'habitude d'user de démagogie et ils ne vont pas exprimer leur indignation sur la misère de telle classe sociale, dans le but d'en tirer profit (voir les « charitables » articles de « Combat », « Franc-Tireur », « Le Monde », « Le Figaro », etc...). Si nous prenons la parole aujourd'hui, c'est d'une part pour éviter certains malentendus à nos camarades, pour leur permettre d'approfondir leur connaissance des milieux sociaux et, d'autre part, pour apporter par l'exposé et l'analyse de la solution anarchiste en ce domaine, une aide et un encouragement aux étudiants, du moins à ceux auxquels la pression économique a donné une certaine conscience sociale et qui se tournent vers nos idées.

Nous allons tout d'abord, en guise d'introduction, aborder l'étude du point de vue auquel on se place généralement lorsque l'on s'occupe de ces questions. Ensuite, nous essayerons de dégager le véritable aspect du problème étudiant, ainsi que les critères d'une solution satisfaisante avec les moyens pratiques permettant d'aboutir à cette dernière. Nous verrons aussi ce que les étudiants anarchistes ont réalisé dernièrement.

### Les pseudo-intellectuels

On ne peut traiter de la question étudiante en laissant de côté celle des intellectuels en général, pour la simple raison qu'elles sont confondues par la majorité des gens. En effet, vu du dehors, l'étudiant est un intellectuel. En conclusion, l'étudiant serait un être sans valeur révolutionnaire. Il est primordial de détruire cette croyance erronée et le moyen d'y parvenir est d'en dégager les causes. Cela seul pourra permettre une compréhension réelle des faits que nous exposerons dans cette étude.

La racine du malentendu consiste pour une part en une généralisation hâtive, en une ignorance de la réalité. Représentons le raisonnement ci-dessus et examinons-le de plus près : si on a approché tant soit peu le milieu étudiant, on

s'aperçoit qu'il contient autant d'erreurs que de propositions. En effet, tous les étudiants ne sont pas des intellectuels, tous les intellectuels ne sont pas des prolétaires. Il n'en reste pas moins vrai qu'il existe des étudiants, à la fois intellectuels et prolétaires, et une distinction fondamentale s'impose entre les pseudo-

## « LA QUINZAINE DU LIBERTAIRE »

Notre appel angoissé de la semaine précédente a déjà touché un certain nombre d'entre nous.

Il semblerait cependant que les efforts seraient disproportionnés ou l'inégalité des ressources économiques de chacun. C'est pourquoi nous avons pensé qu'il serait bon de rappeler ici un principe de la vieille école libertaire : donner au journal le montant d'une journée de travail.

L'idée paraît être démodée puisque les mandats de 500 et 1.000 francs sont les plus nombreux. Le groupe de camarades du centre de Marseille a même fait parvenir 10.000 francs. C'est un exem-

ple à suivre toute proportion gardée, bien entendu.

Nous savons que méditer sur ce sujet est assez fastidieux. Mais n'oublions pas que le « Lib » ne vit que par ses souscriptions et que des résultats de celles-ci dépend son avenir.

La Commission de gestion du Libertaire.

(1) Voir le Libertaire de la semaine dernière.

A défaut de liste de souscription, faire parvenir les fonds à Robert Joulin C.C.P. 5561.76 Paris.



## Abonnez-vous

Nom : .....  
Prénom : .....  
Rue : ..... N° .....  
Lieu : .....  
Département : .....  
Déclare souscrire un abonnement au Libertaire pour une durée de  
6 mois (1) ..... 250 fr.  
1 an (1) ..... 500 fr.  
et vous adresse ce jour un mandat à votre C.C.P. 5561.76 Paris, Robert Joulin.  
(1) Barrer la mention inutile.



## LES RÉFLEXES DU PASSANT



Qu'on ne m'accuse pas de faire un jeu de mot facile, je constate tout simplement : une liste Tripiet vient de sortir d'un milieu intestinal. Elle complète celle des « déjeuners » de Van Co et nous confirme que ces messieurs, venus des quatre coins du Palais-Bourbon, se mettent volontiers à table. Quel est le plus naturel ? L'instinct de la conservation doit-il être moins puissant chez ceux qui veulent aux immortelles destinées de la France que chez les autres, vous et moi ? Poser la question c'est y répondre et si je parle de « milieux intestinaux », croyez bien que je n'attache aucun sens péjoratif à cette expression.

Tous les physiologistes vous diront que le rectum est aussi indispensable que le cœur et le cerveau. Or il se trouve que certains choisissent les fondements, d'autres les sommets. Les premiers prospèrent, les seconds végètent...

Ce qui n'empêche les puritains, les coupeurs de cheveux en quatre de se répandre en mots croix et sonores : trafic d'influence, mise à l'encan des consciences, concussion, que sais-je encore ? Soyons sérieux.

On n'a encore jamais tant parlé d'honneur et de république que depuis le déclenchement de « l'affaire ». Et Marianne peut proclamer haut et fort : j'ai eu Panama, Stavisky, la Cour des Comptes, les pueurs, les haricots et le reste. Maintenant, à moi les généraux et à moi les étoiles ! Mon palmarès est éloquent, mon honorabilité inattaquable !

D'autre part la vente en gros et en détail de certain secret, de certain rapport intéressant la Défense nationale est absolument conforme au principe d'échange de bons procédés qui a toujours fait la force et la grandeur de notre pays. En 1939 on expédiait à M. Hitler de la minette de Lorraine, de la bauxite du Var. M. Bazil Zaharoff se fit un devoir d'armer les Français contre les Français. On pourrait facilement citer des milliers d'exemples semblables et je ne vois pas du tout pourquoi les bénéfices in-

## Haute trahison

dustriels réalisés par ces procédés hautement patriotiques seraient d'essence différente de ceux qui impulsent le commerce de la restauration, de la bijouterie et du tourisme.

Ainsi gagnant de proche en proche, l'humble « travail » de nos « honorables » atteint de lumineux sommets tout constellés d'étoiles. Et les affaires tournent rond.

Clemenceau avait bien compris ce mécanisme. On lui avait conseillé de fusiller sir Basil Zaharoff. Mais, soucieux de la grandeur du pays, il préféra le nommer grand-croix de la Légion d'honneur.

Le gouvernement de la IV<sup>e</sup> République, conscient de cette tradition, a accordé la même distinction à Peyre, animateur des activités bénéfiques de l'honorable corporation des représentants du peuple.

Quant aux autres, les « saboteurs » qui se refusent à construire des canons ou à décharger ceux qui nous arrivent du pays de la « liberté », ils seront accusés de haute trahison et fusillés.

OLIVE.

## Gaston Leval est parti

Traqué par la police, notre camarade a dû quitter la France où sa liberté était en jeu.

Son crime ? Mobilisable, il n'a pas fait la guerre de 1914-1918, il n'a pas — comme tant d'autres — enrichi son sang, de sa lacheté et de sa bêtise, les coffres-forts de ceux qui font bénéfice de la mort.

Et ceci en France est un crime.

Alors que tous les pays du monde ont amnistié leurs réfractaires, insoumis, objecteurs de conscience, la France, la France de la liberté (comme il est dit dans les discours politiques), la France qu'on glorifie de la séquelle des penseurs, savants, philosophes, écrivains, qu'elle a méconnus le plus souvent, et qui vomiraient de la voir, la France est le seul pays à s'être refusé après trente ans à pardonner le geste le plus élevé que puisse commettre un homme : rejeter la guerre ! (1)

Voici dans le domaine de la barbarie civilisée un record dont nous pour-

vons être fiers et que les Canaques doivent nous envier.

Bravo la France ! la France des Revers, Ramadier et Peyré !

Gaston Leval espérant que ces lignes tomberont sous les yeux des inspecteurs chargés de lui, demande que cessent les tracasseries envers tous ceux l'ayant connu de loin ou de près, à son travail, à ses divers domi-

N'oublions pas la quinzaine du « Libertaire » !

ciles ou en tous autres lieux, et dont le témoignage est désormais inutile à « ces Messieurs ».

Il s'excuse auprès de tous ses correspondants, du silence qu'il observe, aucune de leurs lettres ne pouvant lui être remise.

Il attendra de loin la prescription de sa peine, sans cesser pour autant d'écrire dans la presse libertaire française et étrangère.

Déplorons le départ forcé d'un militant bien connu de tous, et à travers son cas, clamons l'ignominie d'une vindicte, bien digne de l'odieuse Poincaré qui l'inspire, et dont le nom seul, suffirait à salir l'histoire.

M. LAISANT.

(1) Nous ne nous livrons pas à la plaisanterie de parler ici de cette pseudo-amnésie, faite pour le seul Maurice Thorez, en un temps où S. A. et de Gaulle portaient des toasts et signaient des accords commerciaux et militaires.

Ce n'est que par l'audace arbitraire que l'Etat peut être vaincu.

STIRNER.

## Trois mois d'espoir dans le monde

## THIERS ET L'ARMISTICE

La Commune de Paris de 1871 est une continuation perfectionnée des batailles révolutionnaires de 1830 et de 1848.

Le 2 septembre 1870, Sedan déclenche les réflexes d'un patriotisme blessé et, le 4 septembre, la chute de l'Empire libère les énergies et les revendications non satisfaites des masses.

Les cadres bourgeois, les chefs militaires, les industriels, la Chambre rurale, les trois forces d'une Monarchie décadente essaient de colmater la brèche qui s'ouvre dans leur régime.

Le 8 février, une semaine après la capitulation de Paris devant les troupes de Bismarck, Thiers est nommé chef du Pouvoir exécutif.

« Le crapaud à lunettes » signera la paix le 26 et les événements ultérieurs témoignent de l'entente cordiale des classes dirigeantes, un moment, enne-

mies, devant le fléau qui les terrorise : la Révolution du peuple.

Une Assemblée sort des tripotillages de la défaite : assemblée représentant les gros intérêts de la province, gros propriétaires fonciers, capitalistes de souche monarchiste et républicaine ; assemblée unie devant un Paris ouvrier en rébellion.

La proclamation des conditions d'armistice : 5 millions de francs-or de réparations, cession de l'Alsace-Lorraine, et le bivouac de l'armée prussienne aux Champs-Élysées, met le feu aux poudres.

Le 22 mars, Paris s'insurge. L'artisan et le petit commerce écrasé par une fiscalité et une concurrence impitoyable tiendront une place de choix dans le combat et les sacrifices. Des faubourgs, Saint-Marcel, Saint-Jacques, Saint-Antoine, de Sainte-Geneviève, de Montmartre, de Belleville, de Montmarne, ils déferleront, mêlés aux ouvriers, aux employés, aux sans-travail, aux femmes, aux enfants, aux gardes nationaux.

Thiers, qui a sans conteste désiré le noyer dans une mer de sang, sort de Paris en révolte suivi de 1.500 soldats avec le plan d'y rentrer victorieux à l'aide d'une armée organisée.

Bismarck lui tendra la perche, 100.000 prisonniers seront rapatriés, nourris de scènes de viols, de banditisme, d'incendies, de meurtres perpétrés par une « bande d'énervés » excitant le peuple de Paris.

Et « Fourquet », comme le nommaient les communards, l'homme des grandes compagnies de chemin de fer et de charbonnages, pourra rassasier sa vengeance, froidement.

## L'œuvre de la Commune

Le bon peuple de Paris était tout occupé à construire ses institutions. Il voulait supprimer l'exploitation du travail, organiser le crédit et les échanges pour que les investissements servent le progrès et non le brigandage et l'agio. Il voulait s'associer librement, réduire et faire disparaître l'obscurantisme religieux en créant l'instruction gratuite, laïque et intégrale.

Il voulait que la liberté de parole, la liberté de pensée soient sauvegardées dans la mesure où elles serviraient la justice sociale et la solidarité entre les hommes.

Que les services publics, les services de l'hygiène, de la statistique nécessaires dans un pays moderne soient municipalisés, que le caractère contre-révolutionnaire de l'armée permanente disparaisse en la convertissant en peuple armé.

Le Paris communal estimait que les principes qui président à l'organisation d'un groupe, d'une association, doivent être les mêmes pour l'ensemble d'une société, en dehors des maires, organes du Pouvoir central ou des Préfets organes exécutifs de l'Etat.

Et les Avrial, Theisz, Séralier, Jacques Durand, Franckel, Ostyn, Johan-

nard, Malon, Varlin, Ferré, Vermorel, Florents, quoique n'étant pas toujours d'accord sur le détail de l'organisation de la Commune, voulaient tous le même objectif : l'égalité économique, la liberté en dehors des cadres de l'Etat et du Capital.

Mais Thiers ne l'entendait pas de cette oreille. Ce changement d'un monde pervers et vénal, cette destruction des racines nuisibles d'une société, la liquidation des institutions consacrant le parasitisme sous le vocable de propriété étaient pour lui la fin de la civilisation.

Le crève-cœur d'un état de choses, le marchandage, l'injustice protégée par la loi et postulé par le Code, n'avaient plus de possibilités, représentaient pour Thiers l'anarchie, le chaos. Il fallait donc y mettre bon ordre.

## La répression

Et ce fut l'atrocité massacrée où le jésuite Gallifet, spécialiste de l'exécution des prisonniers désarmés s'illustra en se baignant dans des flots de sang.

Pendant la semaine sanglante, Victor Hugo devait s'écrier : « Quand je pense qu'on a tué des femmes ! »

Qu'on a vu le matin des mains sortir des fosses.

Le 20 mai, la troupe de Thiers tua 400 blessés soignés à l'Eglise Saint-Sulpice convertie en hôpital. Le chirurgien-major Faneau, qui veut empêcher le crime, est passé par les armes.

Le 25 mai, la troupe massacre un grand nombre de communards au cœur du capital financier : la Bourse. Et nombreux furent perdus aux grilles.

A l'Ecole militaire, massacre à la mitrailleuse.

Aux Buttes-Chaumont et au Père-Lachaise, le général de Ladmirault fait exécuter 10.000 communards et le « Sicle » du 27 mai devait dire : « Nos soldats ne font plus de quartier. »

La Cour Martiale du Châtelet, siégeant dans ce théâtre, juge par groupes de 15 et de 20. Gardes nationaux, civils, femmes, enfants de 15 à 16 ans, tout y passe.

La mort à la Révolte, la mort à la Révolution, la mort à la Liberté.

Ces groupes escortés par les chas-

seurs à pied sont exécutés dans la caserne Lobau où le crépitements des mousquetons retentit par salves.

Dans le jardin du Luxembourg, dans le Parc Monceau, devant la Tour Saint-Jacques s'ouvrent d'immenses fosses brûlantes de chaux vive. La Bourgeoisie en brûlant la chair des ouvriers espère brûler la Révolution.

La Saint-Barthélemy est une peccadille devant le forfait de Thiers.

Repu de sang, il a la conviction d'avoir déraciné les idées de l'Internationale pour longtemps. Mais il n'avait fait que convaincre le prolétariat que le problème social ne se résout pas seulement à coups de fusil, que l'éducation sociale permettra de remporter des victoires, dans l'avenir, en limitant le champ de la répression.

## Ressaisissement

A partir de 1877, les ouvriers rompent le silence où l'horreur de la répression les avait plongés.

Ils organisent le 23 mai 1880, pour la première fois, une manifestation au Père-Lachaise pour commémorer le sacrifice des Communards.

Le gouvernement formé de radicaux et d'opportunistes s'oppose à ce que le cortège se forme en vertu de la loi monarchiste du 7-juin 1848 frappant les attroupements.

Les de Freycnet et Clemenceau utilisent des lois que l'Empire avait utilisées contre eux à l'époque où ils faisaient cause commune avec les ouvriers.

Malgré ses mouchards et son déploiement de forces policières, le Préfet de Police Andrieux ne put empêcher que des milliers de Parisiens viennent fleurir les tombes de leurs martyrs.

Ainsi se terminait une grande époque révolutionnaire, où pendant 72 jours le Peuple de Paris fut maître de ses destinées, poussant sa probité, discutant, jusqu'à ne pas toucher les 3 milliards d'or de la Banque de France qui représentaient pourtant un moyen de pression inattendu pour tous les gouvernements versaillais à résipiscence.

Ainsi se terminait une grande lutte et un grand espoir, dont les enseignements ne devaient pas être perdus.

ZINOPOULOS.

## Avis aux Secrétaires de groupes

Les communiqués de groupes ou de conférences sont souvent causés de mécontentement.

Les raisons en sont multiples et variées. Le secrétaire de rédaction a un travail considérable et, bousculé par la technique de la mise en page, ne peut accorder à la correction des communiqués qu'une attention limitée.

Chaque secrétaire de groupe ne pourrait-il faire son possible pour écrire « libellément » son communiqué sur une feuille blanche de grandeur respectable ?

A cet effet, nous rappelons qu'un formulaire est toujours à la disposition des groupes ; un exemplaire sera, d'ailleurs, inséré dans le prochain « Libertaire ».

De plus, les communiqués et les articles arrivant trop fréquemment en dernière heure nécessitent un travail de nuit de la part des imprimeurs, ce qui accroît les frais généraux.

Au plus tard, envoyez vos communiqués le samedi matin.

LA COMMISSION DE GESTION.

## FEDERATION ANARCHISTE

## La Vie des Groupes

1<sup>re</sup> REGION  
Service de librairie chez Laureyna Georges, 80, rue Francisco-Ferré, à Pives-Lille (Nord).

2<sup>de</sup> REGION  
PARIS V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> (Sacco Vanzetti). — Réunion des militants, vendredi 17 mars, à 20 h. 45, à la Mutualité, salle X. SECTEUR 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, le 23 mars, à 20 h. 30, précises, salle du P.S., 31, rue du Général-Besut, Métro : Vaugirard.

PARIS 13<sup>e</sup>. — Le groupe se réunit périodiquement, généralement deux fois par mois, le jeudi, il organise des conférences-débats auxquelles sont invités les sympathisants.

Pour renseignements et adhésion, écrire : Jean Griveau, 7, impasse Prévost, Paris (13<sup>e</sup>).

PARIS XVIII<sup>e</sup>. Louise Michel. — Réunion de tous les militants. Présence indispensable, jeudi 16 mars 1950, à 20 h. 45 (lieu habituel).

PARIS XVII<sup>e</sup>. Michel Bakounine. — Réunion du groupe mardi 21 mars, à 20 h. 30, Café du Réveil, angle rue du Poteau et rue Champlonnet. Pour toutes adhésions, écrire à Joulin Robert, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).

PARIS 19<sup>e</sup> et environs (groupe C. Bernier). — Réunion vendredi 21 heures précises, lieu habituel. Les sympathisants doivent s'adresser au Secrétaire, 2<sup>e</sup> Région, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).

ALFORTVILLE - MAISONS-ALFORT. — Le groupe se réunit tous les vendredis à Maisons-Alfort, 49, rue Jean-Jaures (autobus 181 : descente vers la gare).

MONTREUIL-BAGNOLET. — Réunion tous les mercredis 20 h. 45, café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris, Montreuil (métro : Robespierre, Librairie).

ARGENTEUIL. — Réunion du groupe dimanche matin 19 mars, à 10 heures, « Salle de la Pensée Humaine », 42, rue de Paradis. Ordre du jour très important.

LEVALLOIS-PERRET. — 17 mars. Groupe Durutti, prochaine réunion mercredi 22 mars, à 21 h., au « Vieux Normand » (Face métro Rome).

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE ET ENVIRONS. — Le groupe est constitué et prend en main la gestion du Cercle d'Etudes Sociales. Pour tous renseignements et adhésions, s'adresser aux vendeurs du « Lib », le dimanche matin, en face Monprix à St-Germain-en-Laye.

1<sup>re</sup> REGION

GRENOBLE. — Le groupe libertaire se réunit tous les deuxième et quatrième jeudi de chaque mois à 20 h. 30 au Bar de l'Expo, 4, rue de Strasbourg, Grenoble. Pour toutes correspondances s'adresser chez le camarade Bessard R., 3, rue Bayard.

SAINT-ETIENNE. — Pour le Libertaire.

Amis sympathisants, vous le savez, notre vieux Lib a besoin de votre aide immédiate. Pour maintenir ce lien indispensable entre tous nous recevons les versements de tous à la permanence du dimanche 19 mars, de 11 h. midi, sous le C.N.T., rue Bouge-de-Tale. — Les Amis du « Libertaire ».

3<sup>e</sup> REGION  
BORDEAUX. — Pour tous ce qui concerne le groupe on peut s'adresser tous les dimanches de 9 à 10 heures au Service de Librairie, Vieille Bourse du Travail, rue Lalande n° 42.

10<sup>e</sup> REGION  
TOULOUSE. — Réunion du groupe les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis du mois, au Café des Sports, boulevard de Strasbourg, Toulouse. Un service de librairie se tient tous les dimanches matin, rue du Taur, marché St-Sernin.

11<sup>e</sup> REGION  
NARBONNE. — Réunion du groupe, vendredi 17 mars, à 21 h. au local habituel. Devant l'importance de l'ordre du jour, tous les camarades sont priés d'être présents.

NOTA. — Pour soutenir notre cher « Libertaire », une liste de souscription en circulation ; on peut verser directement au responsable du groupe ou au vendeur du « Lib ».

12<sup>e</sup> REGION  
MARSEILLE CENTRE. — Réunion tous les lundis à 19 heures très précises. De 19 h. 30 à 20 h. 30, Administration. De 20 h. 30 à 21 h. 30, Discussion et débat, sur un sujet d'actualité, par un camarade militant. De 21 h. 30 à 22 h. 30 : Etude et discussion du Lien.

LIBRAIRIE. — Permanence tous les lundis à 18 h. 45.

MARSEILLE-ST-ANTOINE. — Le groupe « Liberté » de St-Antoine désire se rapprocher avec les lecteurs du Libertaire de Margnane et environs, écrire à Sayas, morcellement Due, Notre-Dame-Limite, Septèmes B.-du-R.

ALPES-MARITIMES

Réunis le 7, le Groupe de Nice a pris l'initiative de réorganiser le département. A cet effet, nous demandons à tous les sympathisants et camarades isolés, TRES NOMBREUX, NOUS LE SAVONS, de se mettre en contact avec nous. Il nous faut quelques bonnes volontés dans chaque centre (Cannes, Antibes, Monaco, Menton, Grasse, Venise, etc.). Nous prions tous les camarades de se faire connaître, MEME S'ils NE PEUVENT OU NE VEULENT MILITER pour des raisons personnelles. Ils peuvent être utiles à notre activité, même sans y prendre part directement. Nous n'oublions pas qu'un cercle de sympathie aide beaucoup ceux qui militent.

Ecrivez à Férand, Café du Centre, 16, rue Gioffredo, à NICE, ou mieux, assistez à notre réunion du 27 mars, à 21 h., même adresse.

LE GROUPE DE NICE.

## RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

2<sup>e</sup> REGION  
PARIS-13<sup>e</sup>

Jeudi 16 mars, à 20 h. 30  
150, Av. d'Italie (Café de l'Aquarium).

Métro : Maison-Blanche

Les Anarchistes, Les Citoyens du Monde et le problème de la Paix

Avec un orateur des Citoyens du Monde et un militant de la Fédération Anarchiste

PARIS-18<sup>e</sup> LOUISE MICHEL

Jeudi 23 mars, à 20 h. 45  
Salle de l'Olympie, 20, rue Léon Métro : Barbès, Châteaux-Rouge, Marcadet, Poissonniers

Le problème sexuel et les libertaires

Orateur : Henri May, étudiant en médecine

## Conférences - Débats

8<sup>e</sup> REGION  
LYON CENTRE, café Bon Accueil, angle rue de Bonnel-rue Boileau. Le samedi 18 mars, à 15 h. 30, causerie par Chanier : Les Anarchistes et les Syndicats. Le débat est ouvert à tous les sympathisants.

## FETE ARTISTIQUE

Vous êtes cordialement invités à la matinée artistique organisée par l'Inter-groupe de la Banlieue Ouest de la F.A. le dimanche 2 avril 1950, à 14 h. 30, au Théâtre Municipal, Centre administratif, place de la Mairie, à Asnières.

Du chant, du théâtre, de la musique, de la poésie.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-8

## LIVRY-GARGAN La faillite des politiciens solution libertaire

Lundi 27 mars à 21 h.  
Salle Noize, en face le Stade Municipal  
Autobus 147, arrêt Mairie  
Orateur : F. Planche

## ST-GERMAIN-EN-LAYE

Dimanche 19 mars, à 9 h. 30 précises  
Salle des Prud'Hommes (Mairie)

Ethique Laïque et Ethique Religieuse par le Camarade HEMEL

3<sup>e</sup> REGION

Tournée Paul Lapeyre HAGONDANGE

Le double jeu de l'Eglise  
Vendredi 17 mars, à 20 h. 30  
Café Dirman, 31, avenue de la Gare

## THIONVILLE

Samedi 18 mars, à 20 h. 30  
Restaurant du Luxembourg  
place du Luxembourg

## HAYANGE

Non, Dieu n'existe pas  
Dimanche 19 mars, à 16 heures  
Salle Haag, 108, av. Maréchal-Joffre

11<sup>e</sup> REGION

Comment nous vivons et comment nous pourrions vivre

ILLE-SUR-TETS  
19 mars, Salle des Fêtes, à 14 h.

THUIR  
20 mars, Salle Comédia-Cinéma, à 20 h. 30

PRADES  
22 mars, Salle Cinéma Fabresse, à 20 h. 30

Jésus-Christ a-t-il existé ? PERPIGNAN

21 mars, Salle Arago, à 20 h. 30

BEZIERS  
23 mars, Maison du Peuple, à 21 h.

## Les Auberges de la Jeunesse

(Suite de la première page)

des statuts soulevant les intérêts de cette masse d'usagers, groupant dans un esprit très large des mouvements aussi différents que peuvent l'être l'U.J.R.F., les S.D.F. et les J.O.C. et tous les jeunes qui, à titre individuel, fréquentent les Auberges de Jeunesse.

Et pour conclure M. A. Lecuyer ajoute : Nous disons que, nous appuyant sur la solidité de notre patrimoine, nous saurons nous élever contre toute tentative de monopolisation d'où qu'elle vienne.

Pour enrichir notre documentation, nous avons demandé à R. B., militant de la Région Parisienne du M.L.A.J., de nous dire ce qu'il pense de ce problème.

Quelles sont, selon toi, les véritables intentions de l'Etat quand il propose la Fédération Française des Auberges de Jeunesse ? L'unification des A.J. en France est-elle le véritable but recherché ?

L'unification, pour elle-même, n'est certainement pas le but recherché par le gouvernement. Son but évident est de réorganiser un organisme unique d'A.J. qui lui serait entièrement soumis.

Le décret du 14 juin 1949 est rédigé dans ce but. Selon ce décret, c'est le ministre qui définit les normes des A.J., toutes les opérations financières seraient soumises au veto du ministre, les représentants du gouvernement devraient obligatoirement assister aux assemblées générales et aux réunions du Comité directeur.

Le projet de statuts présenté par le ministre accentue encore cette mise en tutelle, au point qu'il s'agit d'une véritable étatisation ou nationalisation, qui d'ailleurs n'est pas dite son nom.

Il faut remarquer que cette étatisation vise un secteur des loisirs où les intérêts privés capitalistes n'existent pas, où enfin les 3/4 des usagers d'A.J. en France participent à la gestion des 2/3 des installations existant en France.

C'est-à-dire possible l'unification des A.J. en France ?

L'unification apparaît comme peu probable étant donné la diversité des conceptions en présence. Il y a la question de la laïcité et du confessionnalisme. Mais il y a aussi la question de la démocratie (gestion directe) et du paternalisme. Ceci est aussi bien valable sous l'angle usager que sous l'angle gestion.

Par exemple l'unité n'est pas possible entre partisans de la gestion directe et les techniciens de l'U.F.A.J. qui refusent d'être soumis au contrôle démocratique des usagers.

L'unité s'ajoute véritable, sincère, résultant d'une base d'accord commune, ne me semble pas possible, pour l'instant. Pourtant, une unité factice, résultant de la pression plus ou moins forte de l'Etat, faite éventuellement avec la prédominance d'une tendance, n'est pas à exclure des événements probables. Elle ne fer



# LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

## Révolutions au Vénézuéla

**I**l ne se passe pas d'année — j'allais écrire de mois — sans que les journaux ne nous apportent la nouvelle d'une révolution dans l'un des petits pays d'Amérique du Sud ou d'Amérique Centrale.

Le lecteur européen ne daigne commenter cet événement que d'un haussement d'épaules ironique ou bien il couvre de sarcasmes ces peuples gouvernés par des colonels d'opérettes dont le souci majeur est d'occire périodiquement le petit camarade qui taille le « guerapo » gouvernemental à pleines dents depuis trop longtemps.

Ces colonels sont en fait, le plus souvent de sanglants tyrannaux. Ils maintiennent les malheureux peuples qui tombent sous leur coupe dans un état de paupérisme dont nous ne trouvons l'équivalent dans notre histoire qu'à l'époque du Moyen âge.

Voici l'histoire de la plus récente de ces révolutions écrite pour la page internationale du Libéraire par un de nos camarades du Venezuela.

Le Secrétariat aux R. I.

Rien n'a changé depuis le dernier coup de force de novembre 1948. Le travailleur éreinté par les plus lourdes tâches continue à ronger le même pain de chien.

Avec les garanties constitutionnelles ou sans elles, avec un gouvernement « démocratique » ou avec un triumvirat occupant le palais présidentiel de Miraflores, l'existence végétative de la classe ouvrière se poursuit, car le continué amas de millions que produit la journalière conversion du pétrole en devises de l'Once Sam n'améliore en rien la situation angoissante du prolétariat.

Nous verrons plus loin quels sont les requins qui utilisent ces extravagantes entrées de capitaux et quelles sont les causes profondes qui provoquent la léthargie de nos frères créoles.

Au dernier coup de force des militaires « andinos » il n'y eut d'autre opposition sérieuse que celle d'une poignée de courageux étudiants offrit dans l'Université devenue une fois de plus le dernier rempart libératoire.

Barricadés, raillants les forces armées auxquelles se joignirent rapidement la Garde Nationale et la police, les étu-

dants tirèrent toute une après-midi — jusqu'au crépuscule. Armée, Garde Nationale et police se couvrirent d'ailleurs de ridicule par la disproportion entre le nombre de révoltés et le délugé de matériel mis en action pour s'emparer des points stratégiques et... soutenir le moribond de la troupe, de la garde, de la police.

Durant plusieurs nuits, on entendit encore des détonations. Puis tout se tut et il régna sur la capitale une lourde tranquillité d'été. Les émissions clan destines elles-mêmes ne purent persister. Elles se turent à une de façon sus-

pectées. Les derniers émetteurs furent localisés avant même d'avoir servi.

Ce fut ainsi que les fascistes se rendirent maîtres de la situation. Naturellement dans le mystère d'un « enterrement » où certains non recensés et inconnus, vénézuéliens 100 %, n'ont jamais entendu parler du « Libérateur » Simon Bolivar, ni même de « moussou » Colomb et vivent totalement indifférents à ces fréquentes et sanglantes comédies « patriotiques » le nouveau « prononciamento » passa totalement inaperçu.

Avant ceux du « Cuartelazo » qui à

présent se réservent exclusivement les avantages gouvernementaux régnaient les démagogues de « Action Démocratique » dont les suiveurs, affiliés et sympathisants, constituent indiscutablement une majorité dans le pays. A l'intérieur des syndicats ils étaient également les plus nombreux.

Il existe encore deux mouvements communistes peu influents : le « rouge » satellite inconditionnel de Staline et le « noir » qui, suivant la dénomination à la mode, permet de classer dans la tendance titiste. Mais son internationalisme décoloré ne dépasse pas le cadre limité du créolisme et des frontières nationales.

\*

L'inexistence de syndicats libéraux se fait durement sentir. Rien ne contrebalance la néfaste influence des orgueilleux « leaderillos » syndicaux de tendance plus ou moins marxistes et cela explique pourquoi le peuple courbé ne peut répondre violemment aux provocations cléricales et prétoriennees par une grève générale révolutionnaire qui, avec notre aide, aurait porté très loin l'avance du prolétariat sur le chemin de la libération politique, économique et sociale.

A présent, les faits nous démontrent hélas ! bien mieux que mes écrits, la pitoyable vulnérabilité de ce prolétariat sans défense. Le confusionnisme idéologique règne en maître dans les organisations corporatives inertes, placées au-dessus d'hui sous le contrôle discret mais effectif d'éléments délégués par le triumvirat qui préside l'ambitieux lieutenant-colonel Chabaud ; cet « honnête soldat » fut le militaire de confiance du précédent gouvernement. Il joua jusqu'au dernier moment un acrobatique double jeu et sans s'embarrasser de scrupules vulgaires fit purement et simplement prisonnier le président Romulo (qui lui vouait pourtant un amour filial) après l'avoir « berné comme un chinois ».

Une fois de plus la bassesse des dirigeants syndicaux fut mise en évidence par leur ardeur à accourir aux ordres dès qu'ils furent appelés à Miraflores pour y être informés qu'en plus de la suspension des garanties constitutionnelles, les organisations ouvrières qui ne « dépendraient pas de la loi » se verraient retirer la reconnaissance de leur personnalité juridique et les droits que certains « loi-tapis » leur avait antérieurement accordés. Ces entrevues avec les militaires triomphants et pleins de jactance firent ressortir l'opportunisme cynique des « leaderillos » ouvriers.

Avec une classe militante trépanée par le syndicalisme libéral-révolutionnaire ces trahisons ne seraient pas possibles. Trahisons-contorsions qui nous feraient tordre de rire si nous n'en avions sous les yeux les tristes conséquences, si nous ne savions combien est profond le mal causé par tous les petites leaders ouvriers marxistes ou non au prolétariat vénézuélien, désorienté et léthargique.

SEGUIRA.



COMMUNIQUÉ DE LA FÉDÉRATION

ANARCHISTE  
IBÉRIQUE

## A toutes LES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

**N**OUS sommes profondément émus des récentes manifestations actives d'anarchistes en faveur du peuple espagnol opprimé et contre les personnalités ou les représentants du Franco-phalangisme.

Nous vous assurons de notre recon-

naissance et nous vous promettons de faire l'impossible pour être dignes de vos efforts. Nous n'avons jamais tenté d'impulser des actions semblables car nous considérons que le geste vengeur doit être une manifestation spontanée et libre, découlant tout naturellement du sentiment de justice qui anime tout anarchiste.

Jamais encore nous ne voulûmes confirmer la valeur morale du geste d'assistance sous la forme effective envers notre lutte pour la liberté et la libération de la péninsule ibérique, nous savions que les anarchistes comprendraient que la solidarité doit s'exprimer intégralement selon les possibilités de chaque individu et que pour être effective, elle doit avoir pour seule expression l'action justicière, qu'à la terreur imposée à ceux qui combattent, seuls peuvent répondre les actes qui appellent au tyran que pour les anarchistes aucun des crimes contre la justice, aucun des crimes commis en Espagne contre nos frères ne doit rester sans sanctions.

Notre cause dépasse les frontières et les races, elle se cristallise dans l'action directe pour l'idéal de justice que nous défendons contre tous les tyrans pour l'affranchissement intégral de l'individu, base d'une société libre de toute oppression. Nous devons lutter sans être

*N'oublions pas la quinzaine du « Libéraire » !*

animés par d'autres sentiments, tout en sachant bien que la bête autoritaire fera l'impossible pour dévaloriser nos actes, pour désorienter l'opinion publique inquiète.

Jusqu'ici nos appels n'ont pas trouvé dans les masses l'écho nécessaire pour abattre la dictature.

Pendant ce temps nos compagnons sont assassinés, tous ceux qui se refusent à devenir les moutons de la confrérie de sacristains qu'est devenue l'Espagne sont éliminés, à la défense pourtant passive du monde libre on répond par la provocation, aux demandes de grâce on répond par l'exécution.

Que faire ? C'est à la conscience des anarchistes que nous le demandons.

Nous, nous tentons de répondre avec des actes et plusieurs salopards particulièrement vénièux jalonnent le chemin.

De notre lutte témoignent nos compagnons qui gisent, nombreux, dans les cimetières et ceux qui, emprisonnés, sont incapables d'exprimer leur dégoût et leur honte devant un monde qui permet hier leur défaite et qui, aujourd'hui, reste passif devant leur tragique impuissance.

Nous continuons la lutte commencée il y a de longues années, réconfortés et particulièrement émus par des actes de solidarité tels que ceux d'Italie, du Mexique...

Nous adressons notre salut fraternel et reconnaissant à tous ceux qui éprouvent notre soif de justice et de liberté et sont prêts à participer à cette croisade pour la liberté d'un peuple.

POUR LA PROPAGANDE

DEMANDEZ  
LES PAPILLONS  
« LE LIBERTAIRE »

Le seul Journal  
Révolutionnaire

Le cent 30 fr. franco 45 fr.  
Les 500 150 fr. franco 180 fr.

La F.A. vient d'édifier une affiche  
triangulaire d'une excellente portée  
publicitaire ! Groupes, passez vos  
commandes !

par 60 affiches : franco 165 fr.  
par 120 affiches : franco 310 fr.  
par 180 affiches : franco 460 fr.

## LE GOUVERNEMENT ITALIEN SE SOLIDARISE AVEC FRANCO

**D**ANS l'après-midi du 7 novembre 1949, trois jeunes militants de la F.A.I. entraient au Consulat espagnol de Gènes et demandaient le consul Jean Sanchez. Apprenant son absence, ils enfermèrent tout le personnel du Consulat dans une pièce et entreprirent une visite en règle des locaux. Ils rassemblèrent tous les papiers, tous les documents qui leur tombèrent sous la main. Aspergée d'essence, cette papeterie se transforma en une superbe feu de joie qu'activa une grenade à main.

Deux de ces camarades sont arrêtés ; le troisième a disparu. Leur procès se prépare, car ce sont eux qu'un tribunal italien va juger, tandis que les diplomates italiens congratuleront l'assassin de Madrid. Ce sont eux qui vont être jugés dans l'indifférence générale d'un prolétariat pourtant intéressé au premier chef.

C'est la misère d'une partie de ce prolétariat, c'est la répression féroce d'une police aux ordres d'une clique de fascistes, qui provoquent l'exaspération de nos trois camarades de F.A. italienne. C'est aussi la passivité de ce même prolétariat, alors qu'on assassinait les meilleurs d'entre ses défenseurs qui justifiaient leur désir d'action.

Jusqu'ici rien n'a été entrepris contre Franco. Liges, partis et comités n'ont rien fait de valable pour secourir l'apathie des foules, de ces foules qui, par leur « amorphisme », se rendent complices des franquistes et seront complices des juges italiens si nos camarades sont condamnés.

De même qu'en France, les attentats anarchistes de « l'époque héroïque » réveillèrent un prolétariat abruti de misère et saigné à blanc par la répression bourgeoise, le geste des anarchistes italiens peut et doit être le signal d'un réveil de la conscience populaire. C'était le but de nos trois camarades, à nous de ne pas l'oublier.

Une action énergique devient d'autant plus urgente qu'une information que nous communiquons la Commission de Relations de l'Internationale Anarchiste (C.R.I.A.) nous confirme que le gouvernement italien est décidé à sévir durement contre les antifranquistes. En effet, un membre du Comité de Défense qui s'est créé en Italie pour défendre nos trois camarades, le camarade Toccafondo vient de recevoir un mandat de comparution devant un Tribunal de Gènes pour avoir exprimé dans différents journaux la solidarité intégrale de la F.A. Ligurienne avec les auteurs de l'attentat.

Le juge accuse le camarade Toccafondo d'apologie du crime. La note de la C.R.I.A. constate que par l'intermédiaire du juge du Tribunal de Gènes,

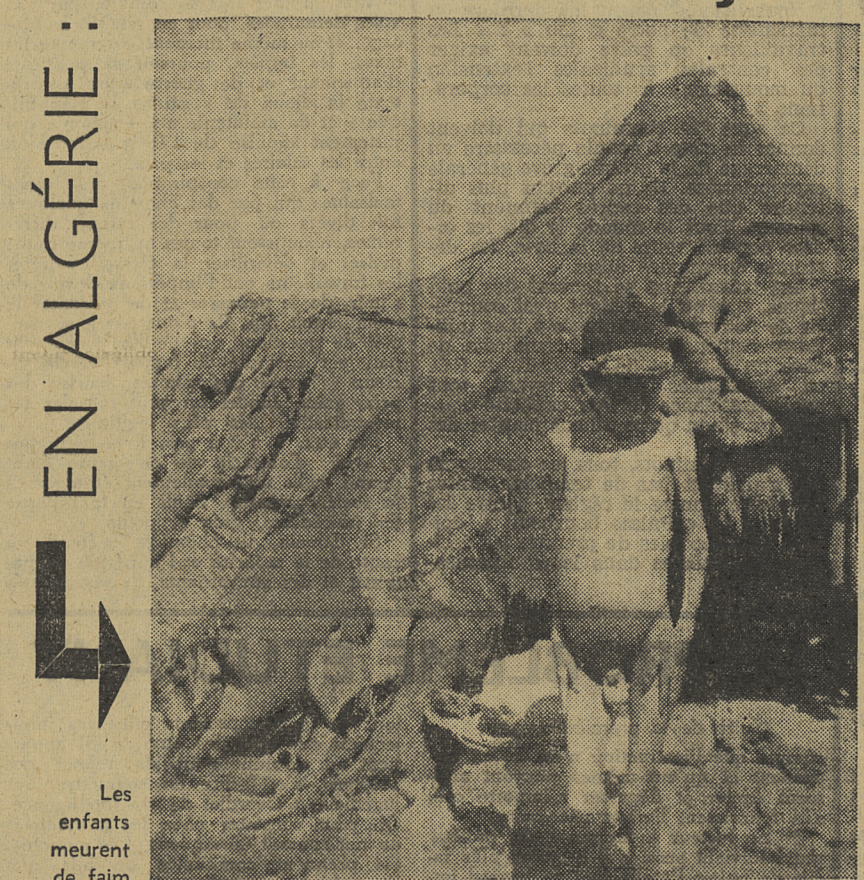
la solidarité entre la dictature franquiste et la République italienne devient évidente.

Si le camarade Toccafondo est jugé pour apologie du crime, si les camarades De Luchi et Busico, les deux auteurs de l'attentat de Gènes arrêtés, sont condamnés, le gouvernement italien, pour être conséquent avec lui-même, devra faire passer en jugement tous les antifranquistes italiens qui se battirent les armes à la main contre la dictature, tous ceux de la guerre d'Espagne, tous ceux des maquis italiens.

Si les camarades De Luchi, Busico, Toccafondo sont condamnés, c'est le gouvernement italien qui commettra un crime, un crime contre la justice, contre la liberté, contre l'humanité.

Le Secrétaire aux Relations  
Internationales de la F.A.F.

## “CIVILISATION” FRANÇAISE



Clichés : Algérie Libre.  
Ce Nord-Africain a été sauvagement frappé par la police

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris

### CE QU'EST L'ANARCHISME

LYG : Vers un monde libératoire : 15 fr. (25 fr.).

G. BERNERI : Guerre des Classes en Espagne, 25 fr. (35 fr.).  
F. A. : Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.). — P. BERNARD : Le Fédéralisme Libératoire, 10 fr. (20 fr.). — C. A. BONTÉMPES : L'Épave Libératoire, 5 fr. (10 fr.). — P. KROPTKINE : L'Anarchie, son Idéal, sa Philosophie, 30 fr. (40 fr.). — Communisme et Anarchie, 10 fr. (20 fr.). — Aux Jeunes Gens, 10 fr. (20 fr.). — R. ROCKER : De l'Autre Rive, 3 fr. (6 fr.). — Y. FOYER : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. (10 fr.). — F. ROTHEN : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.). — BARBEDETTE : Pour la Justice Économique, 10 fr. (20 fr.). — M. BAKOUNINE : L'Organisation de l'Internationale, 5 fr. (10 fr.). — P. GILLES : L'Indignation Humaine, 10 fr. (20 fr.). — T. L. : La Liberté, 12 fr. (22 fr.). — IGNOTUS : Asturies 1934, 12 fr. (22 fr.). — A. PRUDHOMMEAUX : Catalogue Libératoire (1936-1937), 40 fr. (55 fr.).

G. LEVAL : Anarchisme et Abandonisme, 20 fr. (30 fr.). — E. RECLUS : L'Anarchie, 10 fr. (20 fr.). — A. mon Frère le Payan, 10 fr. (20 fr.). — G. BERNERI : La Société sans État, 20 fr. (30 fr.). — L. Michel : Prise de Possession, 15 fr. (25 fr.). — M. LATESTE : Entre Paysans, 15 fr. (25 fr.). — ERNESTAN : Tu es Anarchiste, 20 fr. (30 fr.). — J. GRAYE : La Société mourante et l'Anarchie, 125 fr. (155 fr.).

### ETUDES

VOLINE : La Révolution Inconnue, 450 fr. (520 fr.). — M. BAKOUNINE : La Révolution Sociale et la Dictature Militaire, 210 fr. (240 fr.). — P. GILLES : La Grande Métamorphose, 150 fr. (180 fr.). — S. FAURE : Mon Communisme, 280 fr. (290 fr.). — G. LEVAL : L'Indispensable Révolution, 100 fr. (130 fr.). — LYG : Vers un monde libératoire : 15 fr. (25 fr.).

### CRITIQUES SOCIALES

RHILLON : La Ligue du Progrès et l'interprétation Marxiste, 5 fr. (8 fr.). — E. RECLUS : La Peine de Mort, 5 fr. (8 fr.). — P. J. PROUDHON : La Justice poursuivie

## SERVICE DE LIBRAIRIE

par l'Eglise, 500 fr. (570 fr.). — La Révolution Sociale, 500 fr. (570 fr.). — Lettres aux Propriétaires, 500 fr. (570 fr.). — Principes d'Organisation politique, 500 fr. (570 fr.). — J. DUBOIS : L'Economie Distributive, 75 fr. (90 fr.). — E. BERTH : Guerre des Etats et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.). — PRADAS : La Crise du Socialisme (en espagnol), 50 fr. (65 fr.). — La Révolution et el estado (en espagnol), 100 fr. (130 fr.). — J. BURNIAM : L'Ere des Organismes, 300 fr. (330 fr.). — ERNESTAN : La Contre-Révolution Etatiste, 15 fr. (20 fr.). — R. LUXE : BOURG : Réforme et Révolution, 90 fr. (105 fr.). — M. YVON : Ce qu'est devenue la Révolution Russe, 60 fr. (75 fr.). — V. SEIGNE : Le Nouvel Impérialisme Russe, 40 fr. (50 fr.). — R. LOUZO : L'Ere de l'Impérialisme, 80 fr. (95 fr.). — M. COLINET : La Tragédie du Marxisme, 350 fr. (410 fr.). — C. A. BONTÉMPES : Le démocrate devant l'autorité, 120 fr. (135 fr.).

P. L. TOMORI : Qui succèdera au Capitalisme ? 40 fr. (50 fr.). — M. GRAHAM : Pour la Liberté de la Pensée violée, 10 fr. (15 fr.). — E. de la BOTTIE : Discours de la Servitude volontaire, 300 fr. (330 fr.). — G. LEVAL : Le Communisme, 40 fr. (55 fr.). — DWIGHT MACDONALD : Partir de l'homme, 150 fr. (180 fr.). — A. C. LIGA : L'énigme et la Révolution, 40 fr. (50 fr.). — Karl Marx : Le Manifeste Communiste, 180 fr. (210 fr.).

### REVUES

« Etudes Anarchistes », n° 2, 3 et 5, le N° 40 fr. — « La Révolution Proletarienne », n° 34, le N° 40 fr. — « Défense de l'Homme », n° 16, le N° 40 fr. — « L'Unité », n° 45, le N° 15 fr. — « L'Idée Libre », le N° 20 fr.

### SYSTEMES TOTALITAIRES

D. ROUSSET : L'Univers Concentrationnaire 180 fr. (210 fr.). — Les Jours de notre

Mort 570 fr. (640 fr.). — A. KOESTLER : Le Zéro et l'Infini, 200 fr. (230 fr.). — Le Yogi et le Commissaire, 240 fr. (270 fr.). — E. KOGON : L'Enfer organisé, 300 fr. (345 fr.). — J. VAITIN : Sans Patrie ni Frontières, 995 fr. (1150 fr.). — M. CEYRAT : La trahison permanente, 150 fr. (180 fr.). — F.A.C.B. : Les Bulgares parlent au monde, 50 fr. (60 fr.). — A. ROSSI : Physiologie du Parti Communiste Français, 480 fr. (550 fr.). — M. BUBER NEUMANN : Départ en Sibirie, 295 fr. (325 fr.). — V. SERGE : L'Affaire Toulouev, 380 fr. (425 fr.). — GUY VINATREL : L'U.R.S.S. concentrationnaire, 150 fr. (180 fr.).

### HISTOIRE

A. SERGENT et G. HARMEL : Histoire de l'Anarchie, tome 1.  
LISSAGARAY : Histoire de la Commune, 400 fr. (445 fr.).  
Crapoullet : Histoire de la Guerre (fasc. I), 250 fr. (295 fr.). — (fasc. II), 250 fr. (295 fr.). — (fasc. IV), 300 fr. (345 fr.). — (fasc. V), 300 fr. (345 fr.). — Bobards 30-45 : 300 fr. (330 fr.). — François BARRET : Histoire du Travail, 90 fr. (105 fr.).

— DOLLEANS : Histoire du Mouvement ouvrier (tome I 1838-1871), 450 fr. (495 fr.). — (tome II 1871-1939), 450 fr. (495 fr.). — ALEXANDRE : Avènement de la France Ouvrière, 210 fr. (240 fr.). — L. LOUVET : Découverte de l'Anarchisme, 25 fr. (35 fr.). — B. FOUGERE : La Vie Héroïque de Rosa Luxemburg, 40 fr. (50 fr.). — DOMMAN-GEIK : Jacques Roux, le Curé Rouge, 100 fr. (130 fr.). — L. M. : La Commune de Cronstadt, 100 fr. (130 fr.). — P. LAPEYRE : De Gaulle tout nu, 25 fr. (35 fr.). — A. LORILLOT : Les Crimes de la Colonisation, 20 fr. (30 fr.). — HEN DAY : Le Fascisme contre l'Intelligence, 15 fr. (25 fr.). — A. KOESTLER : Analyse d'un miracle : 600 fr. (645 fr.). — André et Dori PRUDHOMMEAUX : Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919, 150 fr. (180 fr.).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, Paris (XV), C.C.P. 5561-76.



# Chez RENAULT

QUELQUES milliers de travailleurs ont réussi non sans heurts à amorcer la quatrième semaine de grève. Le fameux cap du lundi a été passé.

Mardi dernier les ouvriers eurent la surprise d'une lettre circulaire de la direction qui les informait avec un humour quelque peu cynique que la « liberté du travail » serait respectée et que la radio leur annoncerait la réouverture des usines. Que signifie cette liberté ?

Nous le savons bien. Nouvelle formule « légalisée » tendant à contraindre la liberté du droit de grève légalisée elle aussi.

Dès le lendemain, maîtrise en tête suivie d'une infime minorité de travailleurs les moins combattifs et parmi eux les traditionnels jaunes, rentraient au boulot.

La brèche était ouverte, jeudi le pourcentage s'aggrava. Le comité central de grève au cours d'une réunion hâtive, décida de rentrer dans la boîte pour débrayer leurs camarades au boulot.

Nous étions malheureusement peu et à part quelques départements qui redébrayèrent, cette action n'eut pas le succès escompté.

(Peut-être eût-il fallu mobiliser tous les travailleurs en lutte pour cette action !)

La direction contre-attaqua et pour rentrer le vendredi, il fallut avoir des laissez-passer verts délivrés par le bureau d'embauche.

La maîtrise (nous tenons à le souligner) se montra particulièrement odieuse allant jusqu'à racoler les travailleurs devant les portes de l'usine pour leur donner cette fameuse carte. Les travailleurs désorientés, le ventre creux, les poches vides, mais le crâne archi-bourré par la propagande tendancieuse de la presse, radio et tous autres moyens d'abrutissement faisaient la queue au bureau d'embauche pour y retirer ce précieux papé-lard. Pendant ce temps les meetings se succédaient journellement. Les grands bonzes déplacés pour la circonstance et parmi eux Croizat, de sinistre mémoire, lui coignait la tête de la fameuse loi antisabotage sur les houillères (loi n° 46-1072 du 17 mai 1946, J. O. n° 116 du 18 mai 1946, page 4872, titre V, article 32), l'apôtre du retour des manches, produisant d'abord, revendiquant ensuite, etc. Ainsi que Costes, Lumet et autres « géniaux guides du prolétariat » déployèrent leur talent oratoire à regonfler le moral sérieusement atteint de leurs troupes.

Les autres leaders F.O., C.F.T.C., S.D.R. restèrent bien dans la ligne (l'unité appelle aux compromissions), il ne fut question que de TENIR, TENIR, «...jusqu'à la dernière patate», et autres sornettes du même genre.

Lundi du nouveau, les piquets de grève se sont renforcés, malgré les cordons de police et une partie des ouvriers écoeurés par un tel déploiement de forces ne reprit pas le travail, ils se rendirent en masse, aux cris de : 3.000 fr. ! vers le bureau d'embauche que C.R.S. et filices protégeaient. Quelques courtes bagarres eurent lieu, des pierres s'échangèrent, et les matraques s'abattirent une fois de plus sur le crâne des ouvriers. A signaler une belle marque de solidarité de quelques gars du bâtiment travaillant sur un échafaudage et qui balancèrent quelques briques sur la gueule des filices.

Qu'avons-nous fait dans ce mouvement. Nos camarades anarchistes furent de toutes ces acrobacies défendant partout nos positions sur l'élargissement de la lutte, vendant le *Libertaire*, distribuant des tracts aux meetings et autres assemblées. Comme toujours la parole nous fut refusée, ce qui témoigne bien de la volonté délibérée des organisations syndicales unies pour le déclenchement de cette grève, mais non pour son élargissement aux autres corporations.

Cependant tout n'est pas perdu et nous faisons appel à tous nos camarades exploités pour l'extension immédiate de cette lutte déjà quelque peu compromise.

GIL.  
du Groupe anarchiste Renault.

## Revue de la Presse syndicale

Force Ouvrière publie un communiqué de la commission exécutive qui vaut que l'on s'y attende :

« Après examen attentif de la situation d'ensemble, la Commission exécutive déclare une fois de plus fondée la revendication ouvrière de majoration de salaires. »

(Il est toujours bon de le rappeler, certains pourraient en douter.)

« Elle réitère que, de façon générale, les offres patronales sont insuffisantes au regard des besoins ouvriers et des marges des entreprises. »

Hou ! les méchants petits patrons !

« Concernant les conflits en cours, elle s'affirme convaincue de l'utilité de conversations entre les parties patronales et ouvrières. »

« Elle déclare aux travailleurs qu'ils ne se déconsidèrent d'aucune manière quand ils obtiennent des satisfactions par des moyens autres que la grève, laquelle reste cependant une arme indispensable aux mains du monde du travail. »

En clair, cela veut dire : faites-nous confiance, nous arrangerons « ça » et attendez que l'on vous dise de faire grève. C'est certainement en s'inspirant de ce communiqué que le syndicat F.O. des transports a ostensiblement trahi ses mandants qui pourtant désiraient entrer dans le mouvement. Nous regretterions la confiance aveugle de ces derniers, qui sert en définitive la politique de leurs dirigeants.

Et plus loin :

« La Commission exécutive de la C.G.T.-F.O. se déclare prête, le cas échéant, comme le sont ses fédérations, à des conversations qui contribueraient à régler le problème actuel des accords de salaires en donnant aux salariés les premières satisfactions qui leur sont indispensables, afin que puisse être abordée ensuite et dans les moindres détails la discussion des Conventions collectives qui reste notre objectif essentiel. »

Admirez le langage ! Nous aimerions savoir ce qui se cache derrière ces « premières satisfactions » ?

Quand donc les travailleurs rejettent-ils ces canailles, pour imposer — eux-mêmes — leurs revendications à leurs patrons ?

Dans son éditorial, à propos du « scandale des généraux » le *Combat Syndicaliste* (C.N.T.) écrit :

Mais ce scandale-ci prend un caractère tout particulier car s'y mêle le nom d'un secrétaire d'un confédération syndicale : Bouzanquet.

Bouzanquet n'est qu'un produit. Il est le résultat fatal, nécessaire d'une conception du syndicalisme, le syndicalisme réformiste, intégré dans l'Etat support de celui-ci.

Et il est normal qu'un Peyré, ami

des généraux, conservateur d'un empire à la France, ait été amené à soutenir Force Ouvrière en lui fournissant du riz d'Indochine parce qu'il faut opposer au mauvais syndicalisme de la C.G.T. (?) le bon syndicalisme de F.O. Critique pertinente contre les bureaucrates de l'avenue du Maine, fossoyeurs du syndicalisme. Toutefois nous ne pensons pas que Bouzanquet soit un « produit » du réformisme. C'est au contraire, selon nous, le réformisme de F.O. qui est un « produit » de Bouzanquet et de ses semblables. Car, tout de même, en toute franchise, il y a dans F.O. (1) des militants honnêtes, réformistes peut-être, mais sincères et désintéressés certainement. Le *Combat Syndicaliste* aurait mauvaise grâce de généraliser... En toute sympathie...

### RECRUTEMENT

Il faut croire que la campagne de recrutement, menée par la C.G.T. n'est pas fructueuse. En dépit des vains d'honneur, des goguettes et des visites à domicile, les travailleurs boudent la centrale stalinienne. J. Racamond, le racoleur de service, nous dit dans *Le Peuple* :

« Il est devenu banal d'affirmer que l'influence de la C.G.T. est prépondérante, qu'elle recueille dans les élections 75,80 ou 100 % des suffrages. »

Banal en effet. Nous pourrions citer pour l'édification de Racamond, de nom-

**Pour la quinzaine du Libertaire : C.C.P. 5561-76 R. Joulin, Paris.**

breuses entreprises dans lesquelles la C.G.T. n'atteint pas, et de loin, ce pourcentage.

Et il ajoute :

« Il est aussi fréquent de constater que le nombre des adhérents, malgré son importance, n'atteint pas toujours ce pourcentage. »

L'attitude des dirigeants cégétistes à l'égard de la grève de la métallurgie, ne favorisent, certes pas, le recrutement de la « grande » centrale. Et pourtant ce n'est pas faute d'avoir distribué des lentilles ou des patates comme de vulgaires épiciers en mal de réclame.

### ATTENTION A LA PELLENCQUITE

Dans la Nouvelle Tribune (C.G.T.-F.O.) Roger Lapeyre commente les effets ravageurs de la « pellescuite », nouvelle maladie qui sévit actuellement dans la fonction publique.

Nous citons sans commentaire : Connaissez-vous cette nouvelle maladie ?

Eyle est pourtant en passe de devenir aussi célèbre que la psittacose qui sévit en 1935.

Le docteur qui va lui donner la vedette est le sénateur Pellenc, ancien inspecteur général des P.T.T. ; elle peut être définie comme la tendance à considérer que toutes les misères de ce pays sont dues à l'énormité de certaines dépenses publiques.

M. Pellenc tient essentiellement à se faire un nom dans la lutte contre le gaspillage des deniers publics : voi-

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

## Le chômage c'est la santé du capitalisme libéral

D'APRES le « New-York Times », Truman aurait déclaré, le 15 février : « Un certain volume de chômage — disons trois millions à cinq millions de chômeurs aux Etats-Unis — est supportable. C'est une bonne chose que la recherche du travail se poursuive en tout temps. Cela est sain pour l'économie de la nation ».

C'est surtout très sain pour le capitalisme, qui a besoin d'un certain volant de chômage pour imposer des bas salaires aux travailleurs.

Nous aimerions voir la tête de Monsieur Truman s'il était chômeur. Il nous plairait de l'avoir quelques instants devant nous, histoire de bien lui démontrer que son cynisme nous va droit au cœur.

On peut se demander si tous ces professeurs d'économie, qui s'expriment par la bouche de Truman, ont bien les pieds sur la terre. La production croît, dans tous les domaines, d'une façon si « alarmante » que ces graves messieurs se demandent si on ne va pas vers une crise de surproduction, qui serait, paraît-il, insoluble. Mais au lieu de chercher à y remédier en développant la consommation, que proposent-ils ? Une rétention du pouvoir d'achat des masses, lesquelles, chacun le sait, n'ont pas pour habitude de thésauriser.

Ainsi, comme nous l'avons déjà démontré — et nous n'y avons aucun mérite, car c'est enfantin — l'accélération de la production se retourne toujours, en régime capitaliste, contre l'ouvrier, et fait le jeu du patronat. Qu'on se reporte à 1945-46-47, qu'on se souvienne des slogans de cette époque : « Produire d'abord », lancés par les dirigeants de la C.G.T., qu'on se rappelle les batailles difficiles de ces années où ils nous traitaient de saboteurs,

où nous étions SEULS face à la meute déchaînée, et on verra alors jusqu'à quel point le prolétariat a été magnifiquement cocufié. Ajoutons pour mémoire, qu'à l'époque, les actuels dirigeants de F.O. aboyaient avec les staliens. Ils ont aujourd'hui tout à fait bonne mine !

par Fernand ROBERT

Tout le monde est servi. Il y a trop de tout, mais, malgré les belles promesses, la condition ouvrière s'aggrave, le chômage augmente, et on nous prévient que cela est nécessaire, que cela est « sain ». Avis aux amateurs de rendement.

Nous avons déjà dit que le chômage,

c'est, comme la guerre, la santé du capitalisme libéral.

Pour résorber les « excédents » de production, nos économistes distingués, dont le plus fort en thème est plus bête que le dernier des analphabètes, se divisent en partisans du « plein emploi »,

et partisans du volant de chômage. Nous disons — et nous ne faisons qu'énoncer une vérité qui hurle — qu'il n'y a pas surproduction, mais sous-consommation.

La solution est simple, et le premier cornichon venu la pense : il faut donner à la masse un pouvoir d'achat lui.

permettant de s'offrir le nécessaire en quantité suffisante, et le superflu également. C'est, aujourd'hui, trente mille francs au moins par mois. Il faut revenir rapidement aux quarante heures.

De bons esprits diront que nous assistons aux contradictions du capitalisme, qui se dévore lui-même, et qu'il n'y a qu'à attendre sa fin.

Quelle bonne blague ! Il y a longtemps que nous l'attendons. Et Truman nous avertit : le capitalisme nous fera crever avant lui.

Si nous voulons en sortir, si nous ne voulons pas revoir ces longues cohortes de mendiants nationalisés que sont les chômeurs, il faut se battre immédiatement.

Plein emploi, c'est-à-dire réduction de la durée du travail, d'accord. Mais avec un pouvoir d'achat maximum.

## LA GREVE EXPROPRIATRICE est une nécessité pour les cheminots

Le fameux cartel F.O.-C.F.T.C.-Cadres avec la complicité de la direction de la S.N.C.F. a encore une fois poignardé le bien maigre — pourtant — élan des cheminots qui reprenaient courage après les magnifiques débrayages des métallistes et des gars de la R.A.T.P.

Juste au moment où le mouvement des grèves semblait vouloir prendre l'ampleur d'un nouveau juin 1936, une circulaire était affichée dans tous les centres de la S.N.C.F. annonçant qu'un accord était intervenu entre le Cartel F.O.-C.F.T.C.-Cadres et la direction, accordant aux cheminots un os qui, tout compte fait, passera presque inaperçu dans les budgets familiaux.

D'après le célèbre Cartel « des carpes et des lapins » nous devons être satisfaits.

D'un autre côté la maison Tourne-maine, toujours soucieuse de travailler pour le grand parti des masses, n'a pas jugé le moment propice à une action quelle qu'elle soit. D'ailleurs rue Pierre-Sémaron on s'inquiète un peu du caractère de tactique des anarchistes et on ne veut rien tenter actuellement par crainte d'être débordé par les événements. Le fils du peuple ne pardonnerait pas à Toto de lancer un mouvement qui ne tournerait pas à l'avantage exclusif du P.C.

Tous les cheminots ont donc encore une fois pu constater l'écœurante attitude des syndicats, qui se préoccupent toujours des avantages de la politique.

Nous lions la semaine dernière en manchette de notre « Lib » : « Les travailleurs en grève doivent exiger des centrales syndicales l'extension du mouvement à toutes les corporations ».

Ce sont les cheminots qui doivent donner le coup d'épaule nécessaire au démarrage de la grande grève générale expropriatrice. Ils ne doivent plus attendre que des ordres viennent du sommet. Tout le monde le dit, les ordres doivent venir de la base, les décisions émaner de la base.

Les travailleurs se foutent des politiques, « ce qu'ils veulent c'est conquérir de nouveaux avantages ». Les militants responsables des syndicats de base, qu'ils soient de la C.G.T., de F.O. ou Autonomes doivent avant tout avoir conscience de leur capacité d'action, ou sinon qu'ils aillent planter des choux.

Et les cheminots, tous les cheminots qui n'arrêteront pas de tempêter contre la misère, contre le régime, contre les boxeurs du « Palais bourgeois », doivent être capables de prendre les décisions eux-mêmes dans leurs organisations.

## LE PROBLÈME ETUDIANT

(Suite de la première page)

compte que l'instruction n'est qu'un instrument et qu'eux-mêmes peuvent aisément élargir et dépasser son importance, s'ils fournissent l'effort nécessaire.

2° Le facteur « fatigue » du prolétariat intervient aussi : il est bien plus facile de traiter l'intellectuel de bavard imbécile que d'essayer de le comprendre, ne serait-ce que pour fournir à ce moment-là une critique justifiée.

3° Enfin, il faut tenir compte de l'influence de la politique anti-intellectua-

Les militants du groupe anarchiste des cheminots s'emploieront dans toutes les centrales à faire triompher l'esprit révolutionnaire et libertaire.

Les politiciens de tout acabit ne manquent pas de crier au crime en nous accusant de vouloir porter atteinte à l'indépendance du syndicalisme. Leurs calomnies n'atteindront pas les hommes qui ont un tout petit peu de bon sens et qui savent que les anarchistes n'ont jamais participé aux foires électorales, qu'ils n'ont jamais présenté de candidats à des fonctions publiques, et qu'ils sont les plus ardents défenseurs de la classe ouvrière pour faire son indépendance sur le plan syndical, économique et philosophique.

C'est pour cela que nous appelons à l'action tous les cheminots anarchistes luttant dans les différentes centrales pour :

- l'indépendance du syndicalisme dans l'unité retrouvée ;
- la grève expressivité ;
- la suppression de la hiérarchie ;
- et l'organisation, d'un comité national de gestion, des comités régionaux et locaux, où seuls les travailleurs du rail auront le droit de gérer eux-mêmes les chemins de fer.

Le groupe anarchiste des cheminots aura l'occasion de revenir en détail sur ces questions.

Raymond BEAULATON.

## L'ETAT, PATRON DE COMBAT

(Suite de la première page)

gissent dans son secteur. Premier patron de France, il est à l'avant-garde de la réaction ; il est le patron de combat par excellence. Pour se justifier, il brandit le spectre de l'inflation et nous annonce une circulation fiduciaire de quelque 1.400 milliards, mais se garde bien de nous expliquer pourquoi certains patrons dans l'industrie laitière en particulier, ont accordé de 10 à 12 % d'augmentation, sans que les prix s'en ressentent.

Après avoir officiellement libéré les salaires, il met tout en œuvre, par des voies détournées, pour en rétablir le blocage, et au même moment, augmente les taxes, les impôts, poursuit sa politique d'armement et de guerre sous le prétexte insidieux de « sauver la République » et de maintenir une économie qui justement agonise de l'écart scandaleux entre les salaires et les prix.

Face à cette conspiration des forces malsaines qui par des chemins quelquefois divers ou pour des raisons différentes, aboutissent toutes au même but : diviser et dévitaliser la classe ouvrière, les travailleurs ont l'impérieux devoir de s'unir, de se rassembler et de présenter le même front uni. Ils n'ont pas à se soucier de questions qui ne les concernent pas, par exemple ce fameux cercle vicieux : hausse des salaires, hausse des prix, grâce auquel on veut museler les revendications les plus légitimes.

Par eux, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir d'obstacle de ce genre éternel donné qu'ils sont totalement étrangers à la société actuelle. Seuls en font partie les possédants, gros et petits.

Si demain, le chômage s'étend, à cause de la rapacité et l'impérialisme du patronat et des gouvernants, ils seront jetés

à la rue, réduits à la misère. Si les prix montent, si l'inflation se gonfle et que de nouveau tout soit à recommencer que le rythme — grève, hausse des salaires et des prix — s'accroisse et qu'une issue ne puissent plus être escomptées, ils seront encore les premières victimes.

D'une façon ou d'une autre, dans la stabilité financière comme dans l'instabilité de l'inflation, les travailleurs seront toujours les premiers sacrifiés.

Leur route est donc toute tracée : d'abord ne jamais prendre en considération les résultats de leur action, sur le plan économique. Ensuite, si cette action provoque l'écroulement de l'économie et des finances, chasser les incapables, les réformistes, les politiciens et bâtir un monde nouveau au sein duquel, alors, ils ne seront plus des étrangers.

ERIC-ALBERT.

## Sornettes et vrais problèmes

Après l'accouchement princier de Rita Kahn, après l'Affaire des Généraux, qui ne dépasse toujours pas le stade des généralités après l'assassinat de ce catin sans lendemain du Palais-Bourbon, le Grand Cirque présente sa grande vedette, juste le temps de changer de décor. Et voici le « premier citoyen de l'Etat » lui-même, en chair et en os !

Le Radio met toute la gomme et nous offre un plus d'une ration quotidienne de cinq « Marcellaises » tous les détails sur les toilettes de la belle Mme Vincent.

Magnifiques aubaines pour les chansonniers, qui peuvent ainsi redorer leur blason, beaux sujets pour les journaux déficataires. Belle aubaine pour les politiciens et les profiteurs grands et petits. Pendant que nous nous amusons devant les discours de balivernes. Alors, à nous maintenant de payer. Et la note sera salée.

Ne croyez-vous pas qu'il serait peut-être temps de s'occuper de choses plus sérieuses ? Après tout, ce qui nous intéresse, ce n'est pas Rita, ni Peyré, ni même Mme Vincent. Ce qui compte, c'est notre maximum vital, notre gamelle, nos congés de l'été prochain, bien compris par les présentes grèves. Ce qui nous intéresse, c'est la crise et le chômage qui commencent à monter le nez, c'est la répression qui tue chaque jour nos camarades syndicalistes en Espagne, en Italie, en France, et pourtant il y a du sang, ça devrait tenter les journalistes ; oui, mais le sang des révolutionnaires doit avoir une couleur qui ne plait pas aux bourgeois !), cette répression qui se forge de belles armes en France même pour mieux nous tuer un de ces jours.

CE QUI COMPTE, C'EST LA GUERRE, à la fatalité de laquelle les propagandes nous habituent tout doucement.

Allons, ne nous faisons pas les complices des diseurs de sornettes. Les scandales et les stars en mal d'enfant passent. Mais NOS problèmes, les VRAIS problèmes restent. Et ceux-là, nous seuls pouvons les résoudre.

DOMINIQUE.  
(Groupe Sacco-Vanzetti)

**Après avoir lu  
ce journal  
FAITES-LE CIRCULER !**  
Merci

### URGENT

Le camarade Joyeux demande à tous les sympathisants travaillant aux N.M.P.P. de se mettre immédiatement en relation avec lui.

Charles DEVANÇON.  
La semaine prochaine « Documents ».

liste du P.C. qui a contaminé le prolétariat. Au parti, tout individu qui essaye de réfléchir, de juger par lui-même, est inductuellement « vide » sous prétexte de « déviation intellectualiste » et la base applaudit, car pour la base, l'intellectuel c'est l'ennemi, celui qui pose des questions, qui s'acharne à détruire les illusions faciles. Et cet état d'esprit a fait tâche d'huile... (cela explique qu'il ne reste au P.C. actuellement qu'une ménagerie de pseudo-intellectuels, étudiants ou non, arrivistes ou inconscients, parfois les deux, et cela explique peut-être que dans certains milieux anarchistes, on a tendance à n'accepter les intellectuels que s'ils parviennent à faire oublier qu'ils le sont). Comme en réalité, il y a au-

**N'oubliez pas la quinzaine du Libertaire !**

### C. N. T.

Nos camarades de la C.N.T. nous prient de faire savoir à tous qu'ils organisent

LE JEUDI 6 AVRIL

A 20 H. 30

A LA MUTUALITE

UN GRAND MEETING  
DE PROTESTATION

Contre la répression tranquille exercée spécialement envers les antifascistes et les militants syndicalistes.

Toutes les organisations amies sont priées de réserver ce jour.

A. PICARD.

(1) Dans la C.G.T. aussi d'ailleurs.